



# Les personnels de l'Insee se montrent hostiles à une délocalisation vers Metz

Chargé par le premier ministre de dessiner les contours du projet, le patron de l'Insee reçoit aujourd'hui syndicalistes et membres du comité de défense de la statistique publique

**M**etz n'aura bientôt plus rien d'une ville de garnison. D'ici trois ans, sous l'effet de la réforme de la carte militaire, son agglomération devrait voir le départ de quelque 6000 soldats et personnels civils (lire *La Croix* du 7 juillet). La capitale mosellane pourrait cependant trouver un semblant de consolation avec la constitution d'un «pôle de la statistique», promise, en guise de compensation, par le président de la République. «*La proximité de Metz avec l'office statistique européen (NDLR: Eurostat, basé à Luxembourg), la localisation géographique privilégiée de cette ville, maintenant distante de 1 h 20 de Paris en TGV, ont conduit le gouvernement à identifier le service statistique public comme pouvant contribuer efficacement à cette opération de délocalisation, qui devra être réalisée d'ici à la fin de l'année 2011*», précisait à la mi-septembre la lettre de mission adressée par le premier ministre François Fillon au directeur général de l'Insee, Jean-Philippe Cotis.

L'opération devrait essentiellement consister à transférer vers la Lorraine un tiers des 3000 postes que compte à Paris et Malakoff – siège de sa direction générale, à quelques centaines de mètres du

périphérique – l'Institut national de la statistique. Certains personnels des services statistiques des différents ministères pourraient eux aussi être concernés. Le rapport que Jean-Philippe Cotis, de concert avec Jean-Pierre Dupont, vice-président du Centre national de l'information statistique (l'instance rapprochant producteurs et utilisateurs de statistiques), doit remettre à Matignon le 30 novembre devrait permettre d'en savoir davantage.

En attendant, le patron de l'Insee s'entretiendra aujourd'hui avec les représentants syndicaux et les principaux membres du collectif «Sauvons la statistique publique», tous très remontés contre le projet messin. «*Il faut s'attendre à voir*

**Les agents voient ce projet comme une sanction à l'égard d'une institution que le pouvoir politique a souvent critiquée pour son calcul du chômage ou de l'inflation.**

*baisser très fortement la qualité de l'expertise*», prévient Étienne Debauche, l'un des responsables du collectif. «*L'expérience a montré que, dans ce type de délocalisation, seuls 10 % des agents acceptent de suivre. Cela implique de recruter 900 personnes, probablement des contractuels, vu le contexte de réduction de la dépense publique. Cela pose à la fois le problème de leur formation et celui de leur indépendance*», veut-il croire.

Selon lui, beaucoup d'agents voient ce projet comme une sanction à l'égard d'une institution que le pouvoir politique a, ces dernières années, souvent critiquée pour son calcul du chômage ou de l'inflation. Et, au-delà des incidences sur leur vie personnelle – pas facile de déménager quand le conjoint a déjà un emploi dans la région parisienne –, ils s'interrogent sur les synergies «*plus qu'hypothétiques*» qu'entraînerait le transfert de leurs postes à Metz. «*On a l'impression d'être de simples consommateurs, sommés d'aller faire leurs achats ailleurs. On nous dit qu'il s'agit de nous rapprocher d'Eurostat. Mais pour une réunion à Luxembourg avec les responsables de l'institution européenne, nous en avons mille à Paris, dans les ministères ou les centres de recherche*», assure Étienne Debauche, qui évoque l'inflation à venir du budget transports, ainsi que la perte de productivité des agents en constant déplacement.

«*Ce n'est pas l'attractivité de Metz qui est en cause, mais bien le projet de délocalisation*», précise-t-il. Un propos que syndicalistes et membres du collectif ont tenu mercredi dernier au maire PS de la ville, Dominique Gros. Le lendemain, ce dernier recevait une autre délégation de l'Insee pour leur faire visiter des sites d'implantation potentiels, trois sites militaires situés en pleine ville, dont un tout proche de la gare. «*D'autres possibilités existent*», fait-on valoir à la mairie, notamment dans une nouvelle zone en construction qui, à l'arrière de la gare, jouxte la future antenne messine du Centre Pompidou.

DENIS PEIRON